

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/DSB/M/140**

6 février 2003

(03-0807)

**Organe de règlement des différends  
8 janvier 2003**

## **COMPTE RENDU DE LA RÉUNION**

Tenue au Centre William Rappard le 8 janvier 2003

*Président: M. Carlos Pérez del Castillo (Uruguay)*

Avant l'adoption de l'ordre du jour, le point concernant le rapport du Groupe spécial sur l'affaire "Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde: Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends" a été supprimé de l'ordre du jour proposé à la suite de la décision de l'Inde de faire appel du rapport du Groupe spécial.

### Sujets examinés:

Page

- |           |  |          |
|-----------|--|----------|
| <b>1.</b> | <b>États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada .....</b> | <b>1</b> |
| a)        | Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada .....  | 1        |
| <b>2.</b> | <b>États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes .....</b>                      | <b>2</b> |
| a)        | Rapport de l'Organe d'appel et rapport du Groupe spécial .....   | 2        |

### **1. États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada**

- a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (WT/DS264/2)

1. Le Président a dit que l'ORD avait examiné la question à sa réunion du 19 décembre 2002 et était convenu d'y revenir. Il a appelé l'attention sur la communication du Canada figurant dans le document WT/DS264/2.

2. Le représentant du Canada a déclaré qu'il s'agissait là de la deuxième demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par son pays dans le cadre de l'affaire "États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada". Il a rappelé que l'ORD avait examiné pour la première fois cette question à sa réunion du 19 décembre 2002. Malheureusement, les États-Unis avaient fait opposition à la demande du Canada lors de cette réunion. L'intervenant ne souhaitait pas répéter ici les raisons pour lesquelles le Canada demandait à ce que soit établi un groupe spécial, lesquelles étaient exposées de manière exhaustive tant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada que dans la déclaration que ce dernier avait faite lors de la réunion de l'ORD du 19 décembre. Il

renvoyait les Membres à ces documents et souhaitait réitérer la demande de son pays concernant l'établissement d'un groupe spécial à la réunion en cours.

3. Le représentant des États-Unis a déclaré que son pays déplorait que le Canada ait choisi de maintenir sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Sur le fond, les États-Unis estimaient que les allégations du Canada étaient dénuées de fondement. L'intervenant a dit que l'enquête antidumping concernée avait été ouverte en bonne et due forme et menée conformément aux règles applicables de l'OMC. Les États-Unis entendaient défendre vigoureusement l'ouverture et la conduite de l'enquête en cause devant le Groupe spécial.

4. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

5. Les représentants des Communautés européennes et de l'Inde ont réservé leurs droits de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

## **2. États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes**

a) Rapport de l'Organe d'appel (WT/DS212/AB/R) et rapport du Groupe spécial (WT/DS212/R)

6. Le Président a appelé l'attention sur la communication de l'Organe d'appel contenue dans le document WT/DS212/10 transmettant le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire "États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes", qui a été distribué sous la cote WT/DS212/AB/R, conformément à l'article 17:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a rappelé aux délégations que conformément à la Décision relative aux procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC publiée sous la cote WT/L/452, le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial avaient fait l'objet d'une distribution non restreinte. Il a aussi rappelé qu'aux termes de l'article 17:14 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends: "Un rapport de l'Organe d'appel sera adopté par l'ORD et accepté sans condition par les parties aux différends, à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport de l'Organe d'appel, dans les 30 jours suivant sa distribution aux Membres. Cette procédure d'adoption est sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leurs vues sur un rapport de l'Organe d'appel".

7. Le représentant des Communautés européennes a dit que les Communautés avaient accueilli avec satisfaction le rapport de l'Organe d'appel et a remercié les membres de l'Organe d'appel et son secrétariat de même que le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC pour la qualité du travail qu'ils avaient accompli sur l'affaire en cause. Il a déclaré que l'Organe d'appel n'avait fait que reconfirmer la jurisprudence qu'il avait déjà établie dans l'affaire "États-Unis – Plomb et bismuth" (DS138). Toutefois, il semblerait que les États-Unis ne l'aient pas bien compris la première fois. Les Communautés européennes espéraient sincèrement que les États-Unis feraient mieux cette fois-ci. Tout en confirmant sa décision précédente, l'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle une disposition de la législation des États-Unis était incompatible avec les dispositions de l'OMC. Sur ce point, les CE souhaitaient s'exprimer brièvement. L'Organe d'appel a estimé qu'une privatisation effectuée dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande pourrait ne pas toujours résorber l'avantage découlant d'une contribution financière non récurrente accordée à une société appartenant à l'État car les gouvernements pourraient imposer des politiques visant à susciter certains résultats de la part du marché. D'après l'Organe d'appel, ces "politiques" sans nuances risquaient d'affecter fortement l'évaluation par le marché des biens appartenant à l'État. Une privatisation a néanmoins toujours pour effet de conférer à l'autorité chargée de l'enquête la charge de trouver les éléments de preuve établissant que l'avantage résultant de la contribution financière

antérieure a bien continué après la privatisation. En l'absence d'une telle preuve, la privatisation dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande était un fait qui menait obligatoirement à la conclusion que l'"avantage" n'existait plus pour l'entreprise privatisée et, par conséquent, qu'il ne faudrait pas percevoir de droits compensateurs. Bien que l'Organe d'appel n'ait pas précisé quelles politiques gouvernementales étaient susceptibles d'affecter fortement l'évaluation par le marché des biens appartenant à l'État et la manière dont les autorités chargées de l'enquête devraient les considérer, les CE ont estimé que les privatisations qui avaient eu lieu chez elles au cours des 20 années précédentes n'avaient pas été influencées par ce type de politique et que les États-Unis ne pouvaient continuer à imposer des droits compensatoires au titre de subventions antérieures à la privatisation. Pour cette raison et compte tenu du fait qu'aucune modification législative n'était nécessaire pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, les CE comptaient que les États-Unis s'y conformeraient immédiatement.

8. Le représentant des États-Unis a dit que son pays était évidemment satisfait que l'Organe d'appel ait infirmé les conclusions du Groupe spécial concernant l'article 771 5) F) de la Loi tarifaire de 1930, soit la disposition relative aux "aliénations d'entreprise" de la Loi des États-Unis sur les droits compensatoires. Cette infirmation n'aurait dû surprendre personne car, comme les parties en étaient convenues, l'article 771 5) F) ne précisait aucune méthode particulière et ne pouvait donc, en vertu de la distinction législation impérative/législation dispositive, être jugée non conforme aux dispositions de l'OMC. Toutefois, la correction par l'Organe d'appel de cette erreur manifeste de la part du Groupe spécial n'a pu compenser la déception des États-Unis face aux conclusions de l'Organe d'appel sur la question centrale du différend, à savoir que des privatisations effectuées dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande créaient une présomption réfragable selon laquelle les subventions antérieures étaient résorbées. Les États-Unis contestaient fermement cette affirmation. Durant la réunion en cours, ils n'avaient pas l'intention de répéter les arguments présentés dans les communications écrites qu'ils avaient soumises mais de se limiter à quelques observations, dont certaines concernant des points que le rapport de l'Organe d'appel n'avaient pas abordés.

9. Premièrement, la question de savoir si une subvention pouvait subsister après une privatisation effectuée dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande était au cœur du différend. Les États-Unis ont fait observer que le rapport de l'Organe d'appel consacrait trois pages – paragraphes 120 à 127 – à l'examen de la question. Malheureusement, cependant, ces paragraphes ne se référaient à aucune disposition de l'Accord SMC. La situation à l'origine du différend était simple. Le gouvernement avait subventionné une société lui appartenant puis l'avait vendue à des acheteurs privés. La société demeurait la même personne morale avant et après la vente. Les États-Unis avaient fait observer que le transfert de la société d'une entité à une autre ne changeait rien au fait que l'entreprise était subventionnée. En d'autres termes, la vente ne signifiait pas que la société n'avait plus reçu une contribution financière qui conférait un avantage. L'Organe d'appel avait constaté que dans certains cas une subvention aux actionnaires d'une entreprise pouvait être attribuée à l'entreprise elle-même. Les États-Unis étaient d'accord. Toutefois, ils ont noté que l'Organe d'appel n'avait pas expliqué en quoi cela concernait le différend, qui portait sur les subventions accordées à l'entreprise elle-même et non aux actionnaires. L'Organe d'appel n'avait pas non plus expliqué comment le fait que des subventions accordées à des actionnaires pouvaient profiter à une entreprise menait à la conclusion que la subvention à l'entreprise se trouvait résorbée lorsque les actionnaires changeaient. Enfin, le rapport de l'Organe d'appel n'avait pas éclairci la question clé de savoir qui était le bénéficiaire de l'avantage que conférait une contribution financière. L'Organe d'appel avait à juste titre noté que l'Accord SMC ne comportait aucune définition du "bénéficiaire" d'un "avantage". L'Organe d'appel avait aussi contesté la conclusion du Groupe spécial selon laquelle, aux fins d'identifier le bénéficiaire, il ne faudrait jamais faire de distinction entre une entreprise et ses actionnaires (paragraphe 116). Néanmoins, l'Organe d'appel avait poursuivi en concluant que les États-Unis avaient tort de toujours considérer l'entreprise – par opposition aux actionnaires – comme le bénéficiaire de l'avantage. Les Membres étaient donc saisis d'un rapport qui indiquait que le

bénéficiaire d'un avantage pourrait être l'entreprise, les actionnaires de l'entreprise ou une combinaison des deux – ou pourrait ne pas l'être – sans explication quant à savoir dans quels cas la distinction s'appliquait ou ne s'appliquait pas, ni dans quels cas une subvention à une entreprise serait affectée par une aliénation d'entreprise. En effet, logiquement, il devrait découler de l'approche de l'Organe d'appel que toute modification du capital d'une entreprise subventionnée pourrait se répercuter sur la subvention mais rien ne justifiait une telle approche dans l'Accord SMC. Les États-Unis ont déclaré qu'au lieu de clarifier les dispositions de l'Accord SMC, comme l'exigeait l'article 3:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'approche de l'Organe d'appel ne faisait qu'ajouter à la confusion concernant le sens de ces dispositions. En outre, l'approche retenue par l'Organe d'appel se fondait sur des affirmations générales dénuées de fondement concernant l'aptitude des gouvernements à agir sur l'évaluation par le marché des entreprises appartenant à l'État plutôt que sur une analyse du texte statutaire.

10. Enfin, les États-Unis ont dit que dans l'analyse de l'Organe d'appel, les arbres cachaient la forêt. Par exemple, au paragraphe 123 de son rapport, l'Organe d'appel avait indiqué que "les gouvernements peuvent choisir d'imposer des politiques économiques ou autres qui, tout en respectant le fonctionnement intrinsèque du marché, visent à susciter certains résultats de la part du marché". L'intervenant a dit que l'Organe d'appel avait suggéré aux États-Unis de se méfier tout particulièrement de ces politiques. Il est exact que les Membres devraient se méfier de ces politiques dont un exemple classique était les subventions. Les subventions étaient consenties par les gouvernements afin de susciter certains résultats de la part du marché en agissant sur le comportement des entreprises. Malheureusement, alors même que l'Organe d'appel lançait une mise en garde contre les politiques gouvernementales qui intervenaient dans le fonctionnement du marché, il adoptait une approche allant à l'encontre des mesures susceptibles d'éliminer les effets nocifs de certaines de ces politiques. Au paragraphe 115 de son rapport, l'Organe d'appel avait indiqué que les conclusions des États-Unis en matière de privatisation étaient fausses car elles pourraient permettre aux gouvernements de contourner l'Accord SMC en subventionnant les actionnaires et non les entreprises. Toutefois, les États-Unis ont déclaré que, malgré tout le respect dû à l'Organe d'appel, ils estimaient que sa conclusion était erronée; c'était l'assertion réfutable de l'Organe d'appel qui créait le risque de contournement puisque les gouvernements seraient libres de conférer des subventions illimitées aux entreprises d'État dès lors qu'ils vendaient ensuite les entreprises. En conclusion, en dépit des conclusions de l'Organe d'appel concernant la disposition légale des États-Unis, l'examen par l'Organe d'appel des autres questions était aussi fondamentalement vicié. Par conséquent, les États-Unis ne pouvaient soutenir l'adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial.

11. Le représentant du Mexique a dit que les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel concernant cette affaire constituaient l'expression la plus récente d'une condamnation de la pratique persistante des États-Unis qui consistait à présumer indûment l'existence d'avantages pour les entreprises privatisées. Il a rappelé que le Mexique avait été un participant tiers dans l'affaire concernée ainsi que dans les affaires *British Steel* ou *Barres en acier au plomb*. L'intérêt qu'avait le Mexique à ce que les États-Unis déterminent à bon droit l'existence d'un avantage pour les entreprises privatisées était clair. À cet égard, l'intervenant a souhaité souligner les conclusions suivantes de l'Organe d'appel, lesquelles étaient, selon le Mexique, particulièrement importantes: i) il existait une présomption réfragable selon laquelle un avantage cessait d'exister après une privatisation effectuée dans des conditions de pleine concurrence et à la juste valeur marchande (paragraphe 127); ii) "l'Autorité chargée de l'enquête *doit* lorsqu'elle reçoit des renseignements tendant à prouver qu'un "avantage" n'existe plus après une privatisation, déterminer si le maintien des droits compensateurs est justifié eu égard à ces renseignements" (paragraphe 144). "En conséquence, nous constatons que la méthode de la "même personne", *en tant que telle*, est incompatible avec les obligations relatives aux réexamens administratifs prévus à l'article 21.2 de l'*Accord SMC*" (paragraphe 146); iii) "Nous avons aussi constaté que les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation d'établir une telle détermination lorsqu'elles effectuent un réexamen à l'extinction. En conséquence, nous constatons aussi que la méthode de la "même personne", *en tant que telle*, n'est pas compatible avec l'article 21.3 de l'*Accord*

SMC" (paragraphe 150); et iv) "Nous constatons que la méthode de la "même personne" *en tant que telle* est incompatible avec l'Accord SMC" (paragraphe 151).

12. Le représentant du Mexique a fait observer qu'on pouvait tirer un certain nombre d'enseignements de cette affaire. Premièrement, la méthode de la "même personne" (comme d'ailleurs la méthode "Gamma" qui l'a précédée) avait été condamnée par l'OMC. Par conséquent, les États-Unis ne pouvaient légitimement continuer d'appliquer l'une ou l'autre de ces méthodes dans leurs réexamens administratifs ou à l'extinction. Quelle que soit la méthode utilisée, l'Organe d'appel avait en outre expliqué qu'un Membre n'avait pas le droit de présumer l'existence continue d'un avantage même si les circonstances laissaient planer un doute. Le Mexique a exhorté les États-Unis à cesser immédiatement d'appliquer la méthode de la "même personne" dans tous les réexamens en cours et à se conformer dûment à l'Accord SMC pour déterminer un avantage, afin d'éviter de perpétuer la série des différends que devaient régler les Membres.

13. Enfin, l'intervenant a souhaité évoquer brièvement la question du mémoire *d'amicus curiae* soulevée dans le cadre du présent appel. Au paragraphe 76 de son rapport, l'Organe d'appel avait indiqué que tant les États-Unis que les Communautés européennes étaient convenus qu'il était habilité à accepter le mémoire mais qu'il avait décidé de ne pas le prendre en compte car il ne considérait pas qu'il soit utile. Néanmoins, l'Organe d'appel n'a pas expliqué pourquoi aucun des participants n'avait accepté d'incorporer des éléments du mémoire dans leur propre communication ou les nombreux arguments de participants tiers, tels que le Mexique, rejetant le principe selon lequel l'Organe d'appel était habilité à accepter ce type de mémoire.

14. L'ORD a pris note des déclarations et a adopté le rapport de l'Organe d'appel figurant dans le document WT/DS212/AB/R et le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS212/R, tels que modifiés par le rapport de l'Organe d'appel.

---